

Québec, 2 novembre 1950.

M. Walter Thomas Sheehan, agent de station à Kipawa: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, Statuts refondus, 1941, chapitre 15, avec juridiction sur le district judiciaire de Témiscamingue.

Québec, 8 novembre 1950.

M. Herman A. Graham, d'Arundel, comté d'Argenteuil: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, Statuts refondus, 1941, chapitre 15, avec juridiction sur le district judiciaire de Terrebonne.

Québec, 16 novembre 1950.

MM. J.-Arthur Fillion, surintendant adjoint du service de Bien-être social de la ville de Montréal, 6338, 3ième avenue, Rosemont, Montréal: juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec, et Gérard Miron, cultivateur et gérant de la Caisse populaire, de St-Vital de Clermont: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi, tous deux aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Québec, 23 novembre 1950.

MM. Jean-Paul Rouleau, C.A., 276 rue St-Jacques ouest, Montréal: juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec, et René Desœurs, marchand tailleur, 4941 rue Notre-Dame ouest, Montréal: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; tous deux aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

M. Charles-M. LeTarte, de Montmagny, protonotaire de la Cour supérieure et gardien des archives du district de Montmagny: juge de paix, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), avec juridiction sur le district judiciaire de Montmagny, telle juridiction, cependant, devant être restreinte à la réception des plaintes, à l'émission des mandats d'arrestation et de recherches, de brefs de sommation, de subpeonas et de mandats de dépôt, ainsi qu'à la présidence aux comparutions, à l'ajournement des causes, à l'audition des demandes de mise en liberté provisoire, à la fixation et à la réception des cautionnements, soit seul lors la loi le permet, soit de concert avec un autre juge de paix lorsque la loi donne la juridiction à deux juges de paix.  
29031-o

Quebec, November 2, 1950.

Mr. Walter Thomas Sheehan, station agent at Kipawa: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act, Revised Statutes 1941, chapter 15, with jurisdiction over the judicial district of Témiscamingue.

Quebec, November 8, 1950.

Mr. Herman A. Graham, of Arundel, county of Argenteuil: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act, Revised Statutes, 1941, chapter 15, with jurisdiction over the judicial district of Terrebonne.

Quebec, November 16, 1950.

Messrs. J. Arthur Fillion, assistant superintendent for the Social Welfare Service of the City of Montreal, 6338 3rd avenue, Rosemont, Montreal: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec, and Gérard Miron, farmer and manager of the "Caisse Populaire", of St-Vital de Clermont: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Abitibi, both for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, November 23, 1950.

Messrs. Jean Paul Rouleau, C.A., 276 St. James street West, Montreal: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec, and René Desœurs, merchant tailor, 4941 Notre-Dame street West, Montreal; to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal, both for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Charles M. LeTarte, of Montmagny, prothonotary of the Superior Court and custodian of archives for the district of Montmagny: to be a Justice of the Peace, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15); with jurisdiction over the judicial district of Montmagny, such jurisdiction, however, to be restricted to the swearing of complaints, the issue or arrest and search warrants, writs of summons, subpeonas and warrants of custody, and also to the presiding at appearances, the adjournment of cases, the hearing of appeals for provisional liberty, and to the fixing and receiving of sureties either alone when the law permits it, or with another justice of the Peace when the law gives jurisdiction to two Justices of the Peace.  
29031

## Proclamation

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

## Proclamation

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers Défenseur de la foi.

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

A tous ceux qui ces présentes lettres veiront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS. } ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée par la majorité des propriétaires de biens-fonds situés dans la municipalité de la partie sud de la paroisse de Saint-Raphaël, demandant que le territoire qu'ils habitent soit détaché de ladite municipalité de la partie sud de la paroisse de Saint-Raphaël et érigé en une municipalité distincte, sous le nom de "municipalité du village de Aston-Jonction", dans le comté municipal de Nicolet;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal, à cet effet, ont été remplies et qu'il restera, à la municipalité de la partie sud de la paroisse de Saint-Raphaël, après cette érection, une population d'au moins trois cents âmes;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1345 en date du 14 décembre 1950, et conformément aux dispositions de l'article 35 du Code municipal de Notre Province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans le canton d'Aston, comprenant en référence au cadastre officiel du dit canton et de la paroisse de Sainte-Eulalie, tous les lots ou parties de lot et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, cours d'eau, ou partie d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne séparative des lots 213 et 214 du cadastre officiel du canton d'Aston avec le côté nord-ouest du chemin séparant les rangs X et XI du dit canton; de là, en référence au cadastre officiel du canton d'Aston, passant par les lignes de démarcations suivantes en continuité les unes des autres: le dit côté nord-ouest du dit chemin en allant vers le nord-est sur une distance de 575 pieds; une ligne parallèle à la ligne séparative des lots 213 et 214 sur une longueur de 1957 pieds jusqu'au côté nord de l'emprise du chemin de fer Canadien-National; le dit côté nord de l'emprise du chemin de fer Canadien-National en allant vers l'est sur une distance de 895 pieds; une ligne parallèle à la ligne séparative des lots 211 et 213 en allant vers le nord-ouest sur une distance de 792 pieds; de ce dernier point, une ligne droite d'une longueur de 2899 pieds traversant une partie du lot 213, le lot 212, le lot 211 et une partie du lot 252 jusqu'à un point situé dans le dit lot 252 sur une ligne parallèle à la ligne séparative des lots 211 et 252 à une distance de 1885 pieds du côté nord-ouest du chemin séparant les rangs X et XI mesurée le long de la dite ligne parallèle; cette dite ligne parallèle sur la dite distance de 1885 pieds jusqu'au dit côté nord-ouest du dit chemin et son prolongement à travers le dit chemin et dans le lot 259 du cadastre officiel de la paroisse Sainte-Eulalie sur une distance de 1078 pieds; de ce dernier point une ligne droite traversant une partie du lot 259 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Eulalie et les lots 1 et 2 du cadastre officiel du canton d'Aston jusqu'à un point sur la ligne séparative des lots 2 et 3 du cadastre officiel du canton d'Aston à

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. } WHEREAS a petition has been presented to Us by the majority of owners of land situate in the municipality of the South part of the parish of Saint-Raphaël, requesting that the territory inhabited by them be detached from the said municipality of the South part of the parish of Saint-Raphaël and be erected into a separate municipality, under the name of the "Municipality of the Village of Aston-Jonction", in the municipal county of Nicolet;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code to this effect have been fulfilled and that there will remain, to the municipality of the South part of the parish of Saint-Raphaël, after this erection, a population of at least three hundred souls;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order bearing No. 1345 dated the 14th of December, 1950, and pursuant to the provisions of Article 35 of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory situate in the township of Aston, comprising, with reference to the official cadastre for the said township and for the parish of Sainte-Eulalie, all the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, and also the roads, streets, lanes, railway rights of way, watercourses, or parts of same, enclosed within the following limits, namely: Starting from the point of intersection of the division line of lots 213 and 214 of the official cadastre for the township of Aston with the northwest side of the road separating ranges I and XI of the said township; thence, with reference to the official cadastre for the township of Aston, passing by the following lines and demarcations successively: the said northwest side of the said road running northeastward for a distance of 575 feet; a line parallel to the division line of lots 213 and 214 on a length of 1957 feet as far as the north side of the Canadian National Railway right of way; the said north side of the Canadian National Railway Right of way running eastward a distance of 895 feet; a line parallel to the division line of lots 211 and 213 running northwestward a distance of 792 feet; from this last point, a straight line on a length of 2899 feet crossing a part of lot 213, lot 212, lot 211 and a part of lot 252 up to a point situate in said lot 252 on a line parallel to the division line of lots 211 and 252 at a distance of 1885 feet from the northwest side of the road separating ranges X and XI measured along the said parallel line; this said parallel line for the said distance of 1885 feet up to the northwest side of the said road and its prolongation across the said road and into lot 259 of the official cadastre for the parish of Sainte-Eulalie for a distance of 1078 feet from this point a straight line crossing part of lot 259 of the official cadastre for the parish of Sainte-Eulalie and lots 1 and 2 of the official cadastre for the township of Aston up to a point on the division line of lots 2 and 3 of the official cadastre for the township of Aston a distance of 1028 feet from the northwest side

une distance de 1028 pieds du côté nord-ouest du chemin séparant les rangs X et XI, mesurée le long de cette dite ligne; enfin cette dite ligne séparative des lots 2 et 3 et son prolongement à travers le dit chemin sur la dite longueur de 1028 pieds jusqu'au point de départ; lequel territoire sera détaché de la municipalité de la partie sud de la paroisse de Saint-Raphaël et sera érigé en municipalité distincte, sous le nom de "municipalité du village de Aston-Jonction", dans le comté municipal de Nicolet, telle érection devant prendre effet à compter du 1er janvier suivant la publication de ladite proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quatorzième jour de décembre en l'année mil neuf cent cinquante de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quinzisième année.

Par ordre,

29044-o Le Sous-secrétaire de la province,  
JEAN BRUCHÉSI.

of the road separating ranges X and XI, measured along the said same line; finally this said same division line of lots 2 and 3 and its prolongation across the said road for the said distance of 1028 feet up to the starting point; the said territory to be detached from the municipality of the south part of the parish of Saint-Raphaël and to be erected into a separate municipality under the name of "Municipality of the Village of Aston-Junction", in the municipal county of Nicolet, such erection to become effective as from the 1st of January following the publication of the said proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the whole in conformity with the provisions of Articles 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this Fourteenth day of December, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty and the fifteenth year of Our Reign.

By Command,

29044 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

## Sièges sociaux

### ANGLO-FRENCH DRUG (1950) INC.

Avis est donné que la compagnie "Anglo-French Drug (1950) Inc." constituée en corporation par Lettres Patentes, en date du 27 octobre 1950, et ayant le principal siège de ses affaires à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau au numéro 437 ouest rue St-Jacques, Montréal.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 13 novembre, 1950.

29024-o La Secrétaire,  
PAULINE CABANA.

### EAST MANITOU MINES LTD. (No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie "East Manitou Mines Ltd." (No Personal Liability) constituée en corporation par Lettres Patentes, en date du 28 novembre 1950, et ayant le principal siège de ses affaires à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau au numéro 159 ouest, rue Craig, Chambre 616, Montréal.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 5 décembre 1950.

29025-o La Secrétaire,  
ISABELLE LEMAY.

## Head Offices

### ANGLO-FRENCH DRUG (1950) INC.

Notice is hereby given that "Anglo-French Drug (1950) Inc.", company incorporated by Letters Patent on the 27th day of October 1950, and having its chief place of business in Montreal, Province of Quebec, has established its office at 437 St. James Street West, Montreal.

From and after the day of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Montreal, November 13th, 1950.

29024-o PAULINE CABANA,  
Secretary.

### EAST MANITOU MINES LTD. (No Personal Liability)

Notice is hereby given that "East Manitou Mines Ltd.", (No Personal Liability), company incorporated by Letters Patent on the 28th day of November, 1950, and having its chief place of business in Montreal, Province of Quebec, has established its office at 159 Craig Street West, Room 616, Montreal.

From and after the day of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Montreal, December 5th, 1950.

29025-o ISABELLE LEMAY,  
Secretary.